



**PRÉFÈTE  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME  
ARRÊTÉ N°

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

**20260536**

## **ARRÊTÉ N°**

### **Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale portant sur la construction et l'exploitation d'une plateforme de valorisation de matériaux inertes et non inertes par la société TERNVIE sur le territoire de la commune de PONT-DU-CHATEAU**

La préfète du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

**Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

**Vu** l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 8 juillet 2010 établissant la liste des substances prioritaires et fixant les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, écoulements, rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances dangereuses visées à l'article R. 212-9 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « , y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral cadre sécheresse n°20241045 du 17 juin 2024 planifiant les mesures de préservation de la ressource en eau en période d'étiage dans le département du Puy-de-Dôme ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté préfectoral du 18 mars 2022 ;

**Vu** les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Allier aval approuvé par l'arrêté inter préfectoral n°15-01584 du 13 novembre 2015 ;

**Vu** le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) en application de l'article L. 541-14 du Code de l'environnement adopté par le conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes le 19 décembre 2019 ;

**Vu** le schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté préfectoral du 10 avril 2020 ;

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) révisé en juin 2023 de la commune de Pont-du-Château ;

**Vu** la demande du 28 février 2025, présentée par la SAS TERENCE dont le siège social est situé 2 chemin du Génie à Vénissieux, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une plateforme de valorisation de matériaux inertes et non inertes située au 8 rue des Begonnes à Pont-du-Château et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13

**Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 23 avril 2025 et en date du 22 janvier 2026 ;

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

**Vu** l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 11 juillet 2025 ;

**Vu** la décision en date du 13 mai 2025 du président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 04 juin 2025 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 30 juin 2025 au 30 septembre 2025 inclus sur le territoire des communes de Lempdes, Pont-du-Château, Mur-sur-Allier, Malintrat, Cournon-d'Auvergne, Aulnat et Vertaizon ;

**Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

**Vu** la publication en date du 13 juin 2025 de cet avis dans deux journaux locaux ;

**Vu** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur en date du 29 octobre 2025 ;

**Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Vertaizon, Pont-du-Château, Mur-sur-Allier et Malintrat et par Clermont Auvergne Métropole ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 29 janvier 2026 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** l'avis en date du 20 février 2026 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 23 février 2026 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** l'absence d'observations formulées par le pétitionnaire sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants aux abords du site projeté ;

**CONSIDÉRANT** que ce projet permet de proposer une solution locale au traitement des terres polluées de la métropole clermontoise, dont le gisement est estimé à 50 000 tonnes par an, qui aujourd'hui sont traitées

ou enfouies dans le Rhône et répond aux besoins des entreprises locales qui disposeront d'un exutoire moins coûteux et permettant de diviser par 14 les émissions de CO<sub>2</sub> par trajet ;

**CONSIDÉRANT** que le projet va permettre de valoriser des terres polluées localement, avec comme principal exutoire la cimenterie de Créchy située à 60 km du site, et ainsi contribuer à pérenniser les ressources naturelles locales ;

**CONSIDÉRANT** qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à abandonner le forage initialement prévu afin de supprimer tout risque de pression ou de contamination de la nappe par le prélèvement direct ;

**CONSIDÉRANT** qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à interdire tout traitement sur son site de Pont-du-Château de terres réputées polluées par des substances per et polyfluoroalkylées ;

**CONSIDÉRANT** qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a souhaité abaisser la vitesse maximale autorisée pour les engins circulant sur le site afin de réduire les émissions de poussières et les nuisances sonores ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les eaux de pluie tombant sur les zones de traitement et de stockage seront recueillies dans l'infrastructure de drainage de l'aire imperméabilisée et, en fonction de leurs teneurs en polluants, seront acheminées vers l'unité de traitement, avant rejet dans le réseau de la ZAC ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été démontré par le pétitionnaire que les rejets aqueux n'auront pas d'impact sur le milieu récepteur final qu'est l'Artière sous réserve du respect des flux limites imposés par le présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que les eaux pluviales générées par les espaces verts et les toitures seront infiltrées à la parcelle ;

**CONSIDÉRANT** que le bassin de rétention a été dimensionné pour recueillir une pluie décennale de 24 heures, conformément au PLU, en y ajoutant 257 m<sup>3</sup>, volume nécessaire au confinement des éventuelles eaux d'extinction incendie et par ailleurs la création d'un bassin tampon d'un volume complémentaire de 600 m<sup>3</sup> ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures de limitations des émissions sonores prévues ainsi que l'engagement du pétitionnaire à réaliser une campagne de mesures acoustiques dans les 3 mois suivant la mise en service de son installation afin de vérifier l'impact réel en fonctionnement normal.

**CONSIDÉRANT** l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction et de suivi prévues par le pétitionnaire et détaillées dans le dossier ;

**CONSIDÉRANT** les diverses mesures prévues par l'exploitant pour limiter l'impact de son projet en termes d'augmentation du trafic routier, en phase chantier comme en phase d'exploitation ;

**CONSIDÉRANT** le renforcement des mesures d'intégration paysage du projet bien que le site soit déjà situé dans un environnement déjà marqué par des activités économiques et industrielles au Nord et à l'Ouest ;

**CONSIDÉRANT** la prise en compte des observations exprimées par les collectivités territoriales intéressées par le projet ayant notamment conduit à réduire de 200 000 tonnes à 150 000 tonnes la capacité maximale annuelle de traitement de terres polluées de son projet afin de limiter les impacts de son activité sur son environnement ;

**CONSIDÉRANT** la prise en compte par le pétitionnaire des recommandations formulées par le commissaire enquêteur dans son rapport du 28 octobre 2025 notamment en matière d'amélioration de l'intégration paysagère du projet et de sensibilisation des chauffeurs de poids lourds au respect des horaires de livraison, ainsi qu'au bâchage rigoureux des camions ;

**CONSIDÉRANT** la prise en compte par le pétitionnaire des recommandations de l'ARS en matière de prévention du risque de prolifération de légionelles dans le système de brumisation destiné à lutter contre l'envol de poussières, lorsque celui-ci est alimenté à partir du bassin de récupération des eaux pluviales ;

**CONSIDÉRANT** qu'en matière de mesures en faveur de la biodiversité, le service compétent de la DREAL conclut, au regard des mesures d'évitement, de réduction et de suivi prévues par le pétitionnaire, que les impacts résiduels du projet sur l'ensemble des espèces et habitats apparaissent négligeables ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales

intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme;

## **ARRÊTE**

### **Titre 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales**

#### **Chapitre 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### **Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation**

La SAS TERNVIE, (SIRET 834 306 482 00011), dont le siège social est situé à 2 chemin du Génie 69200 VENISSIEUX, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Pont-du-Château, au 8 rue des Begonnes (coordonnées Lambert 93 X= 717105 et Y= 6520466), les installations détaillées dans les articles suivants.

##### **Article 1.1.2 - Localisation et surface occupée par les installations**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

<b>Communes</b>	<b>Parcelles</b>
Pont-du-Château	ZN 363, 365, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433

La surface de l'emprise des travaux ou des aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation est de 19 161 m<sup>2</sup>.

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 12 300 m<sup>2</sup>.

Le plan de situation du site figure en annexe 1.

##### **Article 1.1.3 - Autorisations embarquées**

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- Agrément pour le traitement de déchets en application de l'article L. 541-22.

##### **Article 1.1.4 - Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation**

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

#### **Chapitre 1.2 - Nature des installations**

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/ régénération des solvants - recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage	Plateforme de valorisation de déchets dangereux et non dangereux : • préparation des matériaux par criblage, concassage et homogénéisation • traitement physico-chimique (chaulage) • traitement biologique (bioventing et rhizodégradation)  Aires dédiées : • réception /préparation des matériaux : environ 4 000 m <sup>2</sup> ; • lots préparés de matériaux non inertes : environ 4 000 m <sup>2</sup> pour anticiper la rotation de 4 lots différents ; • lots préparés de matériaux inertes : environ 500 m <sup>2</sup> • lots en biotraitement : environ 500 m <sup>2</sup>  Dispositifs de traitement biologique et physico-chimique : • système de ventilation permettant d'optimiser le traitement biologique • matériel relatif à l'ajout de nutriments • collecteurs	Traitement de 150 000 t/an de déchets dangereux et non dangereux, soit environ 1 000 t/j	A
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants		Traitement de 150 000 t/an de déchets dangereux et non dangereux, soit environ 1 000 t/j	A
2790	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795		Traitement de 150 000 t/an de déchets dangereux et non dangereux, soit environ 1 000 t/j	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;			A
3550	Stockage temporaire de déchets	4 aires de stockage distinctes :	Stockage maximal :	A

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
	dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	<ul style="list-style-type: none"> <li>réception /préparation des matériaux : environ 4 000 m<sup>2</sup></li> <li>lots préparés de matériaux non inertes : environ 4 000 m<sup>2</sup></li> <li>lots préparés de matériaux inertes : environ 500 m<sup>2</sup></li> <li>lots en biotraitement : environ 500 m<sup>2</sup></li> </ul>	60 000 tonnes de déchets dangereux et non dangereux (soit 30 000 m <sup>3</sup> )	
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	4 aires de stockage distinctes : <ul style="list-style-type: none"> <li>réception /préparation des matériaux : environ 4 000 m<sup>2</sup></li> <li>lots préparés de matériaux non inertes : environ 4 000 m<sup>2</sup></li> <li>lots préparés de matériaux inertes : environ 500 m<sup>2</sup></li> <li>lots en biotraitement : environ 500 m<sup>2</sup></li> </ul>		A
2716	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Aires dédiées : <ul style="list-style-type: none"> <li>réception /préparation des matériaux : environ 4 000 m<sup>2</sup> ;</li> <li>lots préparés de matériaux non inertes : environ 4 000 m<sup>2</sup> pour anticiper la rotation de 4 lots différents ;</li> <li>lots préparés de matériaux inertes : environ 500 m<sup>2</sup></li> <li>lots en biotraitement : environ 500 m<sup>2</sup></li> </ul>		E
2515-1-a	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. 1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble	Chargeuse, crible, pelle, et concasseur,...	Puissance totale estimée : 1 000 kW	E

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
	des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW			
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m².	Surface totale de la zone d'exploitation	9 000 m²	D

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	3 piézomètres pour effectuer le suivi des eaux souterraines au droit du site	-	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Superficie considérée : • site du projet 1,9 ha • bassin versant amont : 6,1 ha	8,3 ha	D

(\*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

#### Article 1.2.1 - Réglementation Seveso

L'établissement ne relève pas du statut « seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Afin de positionner l'établissement au regard du statut « seuil bas » par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement ou par règle de cumul tel que défini au point II de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, le site met en place un dispositif organisationnel permettant de suivre en continu toutes les quantités de polluants associés aux matériaux présents sur site et entrant dans le calcul relatif à la règle de cumul précitée.

Une alerte est mise en place lorsque lorsqu'au moins l'une des sommes Sa (dangers pour la santé), Sb (dangers physique) ou Sc (dangers pour l'environnement) dépasse 0,90. L'exploitant informe alors sans

délais l'inspection des installations classées en précisant les dispositions prises ou prévues pour ne pas dépasser le seuil impliquant un statut « seuil bas ».

#### Article 1.2.2 - Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3510 relative à l'activité de traitement biologique et physico-chimique de déchets dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF traitement des déchets (WT).

#### Chapitre 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

#### Chapitre 1.4 - Cessation d'activité

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : **usage industriel**.

#### Chapitre 1.5 - Implantation

L'installation est implantée à une distance minimale de 5 mètres des limites de l'établissement.

#### Chapitre 1.6 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et figurant dans le tableau suivant ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Article	Libellé	Fréquence de tenu à jour
2.1.1	Contrôles ou vérifications de l'imperméabilité des aires de stockage et de traitement	Définie sous la responsabilité de l'exploitant
2.2.4	Suivi des quantités de déchets ne provenant ni du département Puy-de-Dôme, ni des départements limitrophes du Puy-de-Dôme ni des départements situés en région Auvergne-Rhône-Alpes	1 fois par semaine
	Bilan annuel permettant de vérifier les différentes quantités de déchets et leur origine géographique	1 fois par an
2.3.1	Registre chronologique des certificats d'acceptation préalables et informations nécessaires à leur établissement	En permanence
2.3.2.1	Registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé	A chaque arrivée



Article	Libellé	Fréquence de tenu à jour
2.3.2.4	Vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité	1 fois par an
2.3.4	Registres d'admission et de refus	En permanence
2.4.1 et 7.1.2	Etat des stocks de déchets présents sur l'installation	Hebdomadaire
2.4.4	Registre des mélanges et des ruptures traçabilité	En permanence
2.4.5	Registre chronologique de sortie des déchets de matériaux	En permanence
2.5.3	Registres d'exploitation	En permanence
2.5.3	Plan du site identifiant les différents lots de déchets de matériaux	En permanence
3.1	Registre de suivi des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des rejets atmosphériques	En permanence
3.5.2	Vitesse et la direction du vent dans le cadre du suivi des retombées de poussières	En continu
4.2.3	Schéma de tous les réseaux d'eaux	Après chaque modification notable
4.6.1	Registre de suivi des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des rejets aqueux	En permanence
4.7.1	Relevé des prélèvements d'eau	Hebdomadaire
4.7.4	Mesures correctives mises en place pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé	En cas d'écarts
7.1.2	Bilan annuel des sites destinataires des déchets	1 fois par an

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

### **Chapitre 1.7 - Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané**

Les effets sur l'environnement en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané sont par nature limités dans le temps et dans l'espace.

La période de travaux d'aménagement de la plateforme dure entre 6 et 8 mois. Le chantier s'effectue du lundi au vendredi, et ponctuellement le samedi en cas de besoin. Aucune activité ne sera réalisée les dimanches et jours fériés. Conformément à l'article L. 3122-1 du Code du Travail, le chantier pourra également être autorisé à fonctionner de nuit, à titre exceptionnel et après accord de l'inspection ou du préfet. Des dispositions sont prises pour éviter les impacts des ruissellements durant la phase chantier.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour réduire le volume de terre déplacé durant la phase chantier et limite les impacts paysagers de la future installation.

L'exploitant tient l'inspection informée du démarrage de l'installation au moins 2 semaines avant ce démarrage.

Les aires de stockages permettent de stocker les déchets en cas dysfonctionnement de la plate-forme et dans l'attente de sa remise en service. Si l'arrêt perdure, l'exploitant prend toutes les mesures pour ne plus être livré sur son site des déchets rentrant dans le processus de valorisation.

Les volumes maximums d'entreposage dans chaque zone sont fixés à l'article 2.6 du présent arrêté.

## **Chapitre 1.8 - Rapport d'accident ou d'incident**

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R. 512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées sous forme dématérialisée d'une téléprocédure.

## **Titre 2 - EXPLOITATION DE LA PLATEFORME DE VALORISATION**

### **Chapitre 2.1 - Conception des installations**

La plateforme est ouverte du lundi au vendredi, de 7h30 à 12h et de 13h à 16h30.

#### **Article 2.1.1 - Installations présentes sur site**

Les installations présentes sur le site sont les suivantes :

- 4 aires distinctes :
  - réception /préparation des matériaux : environ 4 000 m<sup>2</sup> ;
  - lots préparés de matériaux non inertes : environ 4 000 m<sup>2</sup> ;
  - lots préparés de matériaux inertes : environ 500 m<sup>2</sup> pour isoler les matériaux en 0-35 mm et ceux de 35-D mm ;
  - lots en biotraitement : environ 500 m<sup>2</sup> pour la réalisation de bioventing ou de phytoremédiation ;
- un accès au site dédié aux poids-lourds (PL), aux véhicules légers (VL) et aux secours, localisé au Nord-Est du site, au 8 rue des Begonnes ;
- une zone d'accueil constituée de 3 bungalows de 15 m<sup>2</sup> (accueil, bureaux, locaux pour le personnel) ;
- un pont-bascule ;
- une zone de 150 m<sup>2</sup> de stockage capable d'accueillir 100 bigbag de chaux vive ;
- une cuve aérienne de Gazole Non Routier (GNR) de 5 m<sup>3</sup> et 1 Grand Récipient pour Vrac (GRV) d'AdBlue de 1 m<sup>3</sup> pour alimenter les engins, associées à une zone de dépotage des cuves de GNR et AdBlue ;
- une zone d'entretien des engins ;
- un container de stockage de produits (graisse multiservice, lubrifiants, huiles, ...) ;
- des dispositifs de traitement biologique et physicochimique des matériaux pollués, à savoir :
  - système de ventilation permettant d'optimiser le traitement biologique ;
  - matériel relatif à l'ajout de nutriments ;
  - collecteurs ;
- une unité de traitement des eaux (UTE).

Les étapes que subissent les déchets réceptionnés sur site sont les suivantes :

- réception des matières entrantes sur la plateforme ;
- pesée, contrôle et collecte des données pour assurer la traçabilité des matières ;
- tri éventuel des matières réceptionnées ;
- préparation des matériaux par criblage (séparation physique en fractions), concassage, ajout de nutriments si besoin, et homogénéisation ;
- en ce qui concerne la fraction « grossière » : analyse chimique de type « pack inerte » des fractions « grossières » ;
- en ce qui concerne la fraction « fine » :
  - stockage de matériaux pollués sur aire imperméabilisée (revêtement enrobé ou béton) ;
  - traitement physico-chimique (chaulage) le cas échéant ;
  - traitement biologique (bioventing et rhizodégradation) le cas échéant ;
  - stockage temporaire des matériaux préparés ;
  - analyse chimique et, minéralogique si besoin, avant valorisation ;
- valorisation des matériaux.

Les aires de stockage et de traitement sont imperméables et conçues de façon à pouvoir collecter l'ensemble des eaux de ruissellement et les rejeter selon les modalités définies à l'article 4.3.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant la mise en service des installations, tous documents attestant de l'imperméabilité de ces aires.

Une procédure fixant tous contrôles ou vérifications permettant de s'assurer de la bonne imperméabilité de ces aires au cours du temps est définie par l'exploitant. Les résultats de ces contrôles et vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 2.1.2 - Circulation**

Tous les camions entrants et sortants du site doivent être impérativement bâchés.

L'exploitant sensibilise les transporteurs afin que :

- les itinéraires empruntés par les poids-lourds entrants et sortants du site s'effectuent sur des voies de circulation adaptées à leur gabarit.
- les itinéraires permettent de réduire le plus possible l'impact du trafic routier lié au fonctionnement du site.

La vitesse pour les engins est limitée à 10 km/h sur le site.

## **Chapitre 2.2 - Description des déchets entrants**

### **Article 2.2.1 - Déchets autorisés**

Les déchets autorisés à être traité par la plate-forme de valorisation proviennent de

- chantiers de dépollution et d'aménagements immobiliers locaux et régionaux ;
- le gestion et réhabilitations d'ICPE, de friches industrielles... ;
- la gestion de déblais pollués ;
- la gestion des sédiments de curage, de sédiments d'ouvrages d'assainissement routier, boues de dragage, ... ;
- la gestion des loupés ou rebus de fabrication de procédés industriels (sous-produits minéraux).

La liste exhaustive des codes déchets autorisés figure en annexe 2.

### **Article 2.2.2 - Critères d'admissibilité**

Les déchets reçus sur le site en vue d'une simple opération de tri, transit et regroupement doivent respecter les critères ci-dessous :

Paramètres	Valeurs limites sur brut (mg/kg de matière sèche)
Hydrocarbures totaux	50 000
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) Somme des 16	25 000
Benzène, Toluène, Éthylbenzène, Xylène (BTEX)	50 000
Polychlorobiphényles (PCB) Somme des 7 congénères	1 000
Paramètres	Valeurs limites sur lixiviat (mg/kg de matière sèche)
Arsenic	50
Baryum	300
Cadmium	5
Chrome total	70
Cuivre	100
Mercure	2

Molybdène	30
Nickel	40
Plomb	50
Antimoine	10
Sélénium	7
Zinc	200
Fluorure	500
Chlorure	25 000
Sulfate	50 000
Indice phénols	100
Carbone Organique Total (COT) sur éluat	1 000
Fraction soluble	100 000

Les déchets reçus en vue d'un traitement sur le site doivent respecter les critères ci-dessous :

Paramètres	Valeurs limites sur brut (mg/kg de matière sèche)
Hydrocarbures totaux (C10 à C40)	30 000
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) Somme des 16	5 000
Benzène, Toluène, Éthylbenzène, Xylène (BTEX)	10 000
COHV totaux	10 000
Polychlorobiphényles (PCB) Somme des 7 congénères	50
Paramètres	Valeurs limites sur lixiviat (mg/kg de matière sèche)
Arsenic	50
Baryum	300
Cadmium	5
Chrome total	70
Cuivre	100
Mercure	2
Molybdène	30
Nickel	40
Plomb	50
Antimoine	10
Sélénium	7
Zinc	200
Fluorure	500
Chlorure	25 000
Sulfate	50 000
Indice phénols	100
Carbone Organique Total (COT) sur éluat	1 000
Fraction soluble	100 000

### **Article 2.2.3 - Déchets interdits**

Les déchets suivants ne sont pas autorisés à être réceptionnés sur le site :

- les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple, déchets de laboratoire, ...) ;
- les déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- les déchets qui sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables conformément aux définitions du décret en Conseil d'État pris en application de l'article L. 541-24 du Code de l'Environnement ;
- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux ;
- les déchets contenant de l'amiante ;
- les résidus de traitement des fumées.
- les terres réputées polluées par des substances per et polyfluoroalkylées (par ex, selon études de sol, étude historiques,...) à défaut de seuils réglementaires prescrits par ailleurs.

### **Article 2.2.4 - Origine géographique des déchets**

L'installation est autorisée à recevoir des déchets en provenance du département Puy-de-Dôme, des départements limitrophes du Puy-de-Dôme et des départements situés en région Auvergne-Rhône-Alpes. La priorité est donnée aux déchets en provenance de la métropole Clermontoise.

L'installation est autorisée à recevoir des déchets situés hors départements visés à l'alinéa précédent dans la limite de 15 000 t/an de déchets dangereux et non dangereux. Les quantités de déchets acceptés et provenant hors départements visés à l'alinéa précédent est suivi hebdomadairement par l'exploitant.

L'exploitant demande l'accord préalable du Préfet et de l'inspection des installations classées avant toute acceptation temporaire ou permanente de déchets ne respectant pas les dispositions du présent article.

Un bilan annuel permettant de vérifier les différentes quantités de déchets et leur origine géographique est transmis à l'inspection avant le 31 mars de l'année suivante.

## **Chapitre 2.3 - Modalité d'admission des déchets**

Pour être admis dans l'installation de stockage les déchets doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- aux procédures préalables visées à l'article 2.3.1;
- au contrôle à l'arrivée sur le site visé à l'article 2.3.2.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission des déchets.

### **Article 2.3.1 - Caractérisation et acceptation préalable des déchets**

L'exploitant met en place des procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement, et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets.

#### **2.3.1.1 Informations à fournir :**

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;

- données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et répondant aux critères définis à l'article 2.2.2 ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- propriétés de danger du déchet ;
- analyse des PCB ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- modalités de collecte et de livraison ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation.

L'exploitant peut, au vu de ces informations préalables, solliciter des éléments complémentaires sur les déchets dont l'admission est sollicitée, voire l'envoi d'un échantillon pour analyse, et refuser si nécessaire, d'accueillir les déchets en question.

L'ensemble de ces informations préalables sont consignées dans un document spécifique tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 2.3.1.2 Certificat d'acceptation préalable ou refus

Au vu des informations communiquées par le producteur ou le détenteur des déchets en application du présent article ainsi que des résultats d'analyses réalisées, l'exploitant se prononce sur sa capacité à recevoir les déchets sur le site dans les conditions fixées par le présent arrêté. Il délivre alors soit un certificat d'acceptation préalable, d'une validité d'un an, soit un refus de prise en charge.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre chronologique des certificats d'acceptation préalables établies et précise dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un lot de déchets.

#### 2.3.1.3 Dispositions particulières :

Pour les déchets devant subir un traitement biologique, l'exploitant sélectionne, contrôle, le cas échéant trie, les déchets entrants de manière à s'assurer qu'ils se prêtent au traitement prévu sur les plans du bilan nutritif, de la teneur en eau ou en composés toxiques susceptibles de réduire l'activité biologique et n'entraînent pas d'émissions odorantes.

Pour les déchets solides devant subir un traitement physico-chimique, l'exploitant surveille les déchets entrants en ce qui concerne la teneur en matières organiques, en métaux, sels et composés odorants.

#### 2.3.1.4 Acceptation de déchets issus de la dépollution

Conformément aux dispositions relatives à la politique nationale de gestion des sites et sols pollués, les chantiers de dépollution, à l'origine des déchets acceptés sur site, font l'objet d'une étude historique et réglementaire et d'un diagnostic du sol.

L'étude historique et documentaire permet de sécuriser l'ensemble du processus de gestion des sites pollués (investigations sur les milieux, plan de gestion, travaux). En cas de suspicion de présence de substances non autorisés au vu de l'étude historique et documentaire du site ou via le diagnostic, ces matériaux ne sont pas admis sur la plateforme.

### **Article 2.3.2 - Procédures d'acceptation des déchets**

L'exploitant met en place des procédures définissent les éléments à vérifier lors de l'arrivée des déchets sur site, ainsi que les critères d'acceptation et de refus des déchets. Elles portent aussi sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets, quand ces procédures sont prévues par la réglementation applicable à l'installation.

#### 2.3.2.1 A l'arrivée des déchets sur le site

Lors de l'arrivée des déchets sur le site, et avant déchargement, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'un certificat d'acceptation préalable établi en conformité avec l'article 2.3.1 en cours de validité ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site afin de s'assurer de la conformité avec le certificat d'acceptation préalable (en cas d'impossibilité, ce contrôle peut être effectué lors du déchargement) ;
- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;
- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé ;
- vérifie que les déchets sont conditionnés et étiquetés conformément aux réglementations en vigueur ;
- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Le bordereau de suivi de déchets vaut accusé de réception.

En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.

L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets afin d'éviter que les camions stationnent dans la rue.

Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Toute livraison en dehors de ces périodes doit faire l'objet d'un accord préalable de l'inspection des installations classées.

#### 2.3.2.2 Non-conformité du déchet ou non-présentation d'un document requis

En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur ou le détenteur.

L'exploitant adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur ou au détenteur du déchet.

Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.

Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.

#### 2.3.2.3 Dispositions particulières :

Pour les déchets devant subir un traitement biologique, l'exploitant sélectionne, contrôle, le cas échéant trie, les déchets entrants de manière à s'assurer qu'ils se prêtent au traitement prévu sur les plans du bilan nutritif, de la teneur en eau ou en composés toxiques susceptibles de réduire l'activité biologique et n'entraînent pas d'émissions odorantes.

Pour les déchets solides devant subir un traitement physico-chimique, l'exploitant surveille les déchets entrants en ce qui concerne la teneur en matières organiques, en métaux, sels et composés odorants.

#### 2.3.2.4 Dispositifs de détection des rayonnements ionisants

L'installation est équipée d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté de telle manière que tous les déchets entrants et sortants soient contrôlés. Il est associé à un système permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée en fonction du bruit de fond radiologique local (BDF). L'alarme doit être réglée au maximum à 3 fois le BDF.

Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.

L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'alinéa précédent. Le véhicule ou, si possible, seulement sa benne est immobilisé tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchet(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale. Si elle est nécessaire pour isoler la source, l'opération de déchargement sera réalisée sur une aire étanche afin d'éviter toute contamination.

L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5  $\mu\text{Sv/h}$ .

La benne doit être protégée des intempéries afin d'éviter toute dispersion avant l'intervention de l'équipe spécialisée.

#### 2.3.2.5 Procédure « détection de radioactivité »

L'exploitant établit une procédure « détection de radioactivité » relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif de détection et il organise des formations de sensibilisation sur la radioactivité (et la radioprotection si présence de source scellée) pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du Code du travail. Les personnes habilitées à intervenir sont identifiées.

Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.

La procédure « détection de radioactivité » mentionne notamment :

- les mesures de radioprotection en termes d'organisation, de moyens et de méthodes à mettre en œuvre en cas de déclenchement du dispositif de détection ;
- les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs et de l'organisme compétent en radioprotection devant intervenir ;
- les dispositions prévues pour l'entreposage des déchets dans l'attente de leur gestion.

Toute détection fait l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées.

Le chargement ayant provoqué le déclenchement du dispositif de contrôle de la radioactivité reste sur le site tant qu'un organisme compétent en radioprotection (CMIR, IRSN, organismes agréés par l'ASN) n'est pas intervenue pour séparer le(s) déchet(s) à l'origine de l'anomalie radioactive du reste du chargement. Une fois le(s) déchet(s) incriminé(s) retiré(s) du chargement, le reste du chargement peut poursuivre son circuit de gestion classique après un dernier contrôle.

Tant que l'organisme compétent en radioprotection n'est pas intervenu, l'exploitant isole le chargement sur l'aire mentionnée à l'article 2.3.2.4 en mettant en place un périmètre de sécurité correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5  $\mu\text{Sv/h}$ .

L'organisme compétent en radioprotection doit identifier sa nature, caractériser les radionucléides présents, mettre en sécurité le(s) déchet(s) incriminé(s), puis le(s) entreposer temporairement dans un



local sécurisé sur le site, permettant d'éviter tout débit d'équivalent de dose supérieur à 0,5 µSv/h au contact des parois extérieures.

La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radio-élément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive ou à demander à l'ANDRA de prendre en charge le déchet.

En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.

La prise en charge et l'élimination du déchet radioactif ne peuvent être réalisés par l'ANDRA qu'après une caractérisation et un conditionnement répondant aux critères de l'ANDRA.

La division locale de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) doit être informée de toute découverte de déchets radioactifs.

#### **Article 2.3.3 - Déchargement et analyse des lots de déchets reçus**

Après avoir rempli les conditions d'admission définies à l'article 2.3.2, les déchets sont déchargés sur l'aire dédiée aux activités de tri, transit et regroupement. Lors du déchargement, les déchets sont stockés par lot clairement identifié et séparé physiquement. Chaque lot de déchets issu d'un même chantier fait l'objet d'une prise d'échantillon en vue d'analyses réalisées par un laboratoire extérieur agréé afin de s'assurer de la conformité du lot avec les informations fournies. Pour les chantiers de taille importante, les échantillons sont prélevés sur des lots homogènes de 400 tonnes maximum. Les échantillonnages sont effectués selon les règles de l'art et normes en vigueur.

Pour chaque lot de déchets, un échantillon de contrôle est gardé par l'exploitant durant toute la période de séjour du lot sur le site, dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates, en vue d'éventuelles analyses contradictoires.

Dans l'attente des résultats d'analyses, le lot est isolé sur l'aire dédiée aux activités de tri, transit et regroupement. Si le lot respecte les critères d'admissibilité définis à l'article 2.2.2, celui-ci est orienté soit vers l'aire dédiée aux traitements biologiques, soit vers l'aire de préparation, soit vers l'aire dédiée au stockage avant évacuation vers des filières de valorisation et d'élimination. Dans le cas contraire, le lot de déchets est refusé. Le producteur ou le détenteur du lot de déchets est averti de ce refus, et le lot lui sera soit retourné, soit évacué, dans un délai de 15 jours, vers une filière dûment autorisée pour sa prise en charge. L'inspection des installations est informée de ce refus.

#### **Article 2.3.4 - Registres d'admission et de refus**

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre chronologique d'admission où il consigne, pour chaque véhicule apportant des déchets :

- la date et l'heure de la réception,
- le numéro de CAP,
- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement,
- le tonnage réceptionné,
- l'identité du détenteur et le lieu de provenance,
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement,
- le numéro d'immatriculation du véhicule,
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets,
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006,
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.

L'exploitant reporte également sur le registre d'admission, ou sur un registre complémentaire qui lui est précisément rattaché, les résultats de toutes les analyses effectuées sur les terres admises sur l'installation.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de refus d'admission où sont portées toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des terres non admises et le motif des refus.

Les registres d'admission ou de refus d'admission sont conservés pendant au moins cinq ans.

## **Chapitre 2.4 - Gestion des flux de déchets**

### **Article 2.4.1 - Système de suivi du stock des déchets**

Le système de suivi contient toutes les informations collectées pendant les procédures d'acceptation préalable des déchets, et les procédures d'acceptation, d'entreposage, de traitement ou de transfert des déchets hors du site, c'est-à-dire :

- la date d'arrivée des déchets,
- le numéro unique d'identification s'il existe,
- l'identité du producteur de déchet et leur origine,
- les résultats des analyses d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets quand ils existent,
- le mode de traitement prévu,
- le code correspondant de la nomenclature,
- la localisation des déchets sur le site,
- et la quantité de déchets détenue sur site.

En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation.

Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant.

L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.

Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins, de manière hebdomadaire. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

### **Article 2.4.2 - Tri des déchets solides entrants**

Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. Il comprend :

- le tri manuel sur la base d'un examen visuel ;
- la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ;
- la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamissage.

### **Article 2.4.3 - Séparation des déchets**

Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.

### **Article 2.4.4 - Mélange de déchet et rupture de traçabilité**

Le mélange est défini comme la mise en contact directe entre le déchet et d'autres déchets, substances, matières ou produits. Sauf prescriptions contraires imposées par le présent arrêté, l'exploitant est autorisé à procéder au mélange de déchets dangereux et non dangereux, et au mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets.

Les opérations de mélange autorisées sont celles effectuées lors de la constitution des lots de terres contaminées faisant l'objet d'un traitement ou d'un pré-traitement (par ex criblage) sur le site à destination d'un traitement thermique. En particulier, un lot de terres contaminées classé comme déchet dangereux peut être mélangé avec un lot de terres contaminée classé comme déchets non dangereux uniquement si la contamination est de même nature.

En aucun cas, les opérations de mélange ne doivent amener au déclassement de déchets dangereux en déchets non dangereux, et constituer ainsi un moyen de traitement par dilution.

L'exploitant tient à jour un registre comprenant notamment :

- les éléments de justification mentionnés à l'article D. 541-12-2 ;
- la liste des déchets concernés et leur classification selon la nomenclature prévue à l'article R. 541-7 ;
- le cas échéant, la liste des substances et leurs numéros du registre Chemical Abstracts Service (CAS) ainsi que la liste des matières et des produits mélangés aux déchets dangereux.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Conformément à l'article 10 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé, l'établissement, est exonéré des obligations de traçabilité spécifiées aux deux premiers alinéas de l'article 10 précité pour les déchets ayant subi une transformation importante ou une opération à l'issue de laquelle l'identification de la provenance des déchets initiaux n'est plus possible.

#### **Article 2.4.5 - Gestion de la qualité des flux sortants**

Le choix de la filière d'évacuation des lots de déchets est effectué sur la base de leurs caractéristiques et propriétés physico-chimiques établies à partir d'une analyse complète en laboratoire, appelée analyse libératoire, réalisée sur chaque lot.

Les déchets dangereux sont éliminés ou valorisés dans une installation autorisée à cet effet par arrêté préfectoral pris au titre du livre V du code de l'environnement.

Les déchets non dangereux non inertes ou inertes peuvent quant à eux être valorisés, réutilisés ou recyclés :

- en technique routière ou génie civil, après étude spécifique de réutilisation afin d'évaluer l'acceptabilité du milieu récepteur, selon les référentiels définis au niveau national,
- par recyclage, réutilisation tels quels ou comme composants de produits, dans la fabrication de béton, de ciments pour les sables et granulats par exemple, ou toutes autres voies pertinentes,
- sur le site d'origine, selon les critères de l'arrêté préfectoral qui en encadre la réhabilitation ou sur la base d'une Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS),
- en comblement de carrières,
- par valorisation dans des plates-formes de fertilisation de terres, sous réserve que les déchets de matériaux sortants de l'établissement répondent aux critères définis dans les normes et cahiers des charges applicables,
- selon toutes possibilités réglementaires en cours ou à venir.

L'exploitant met en place un registre chronologique de sortie des déchets de matériaux comprenant a minima les informations suivantes :

- date de sortie,
- identification du lot de déchets,
- nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement),
- quantité expédiée et conditionnement,
- nom et adresse du destinataire vers lequel le déchet est expédié,
- nom et adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement,
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets,

- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006,
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE,
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

## **Chapitre 2.5 - Opération de traitement**

### **Article 2.5.1 - Criblage et concassage**

L'installation est équipée d'un dispositif de brumisation d'eau permettant le cas échéant l'abattement des poussières émises durant le procédé.

Elle est éloignée des limites de propriété.

Les matériaux bruts une fois criblés sont séparés en 2 flux :

- le refus de crible, non pollué, stocké à part pour concassage ultérieur ou évacuation directe en filière inerte, après validation analytique ;
- le passant, correspondant à la partie polluée, évacuée en filière de valorisation (après mise en traitement le cas échéant).

Les opérations de concassage sont effectuées lorsque les propriétés physico-chimiques des matériaux le nécessitent.

À l'issue du criblage/concassage, les matériaux seront répartis selon 5 types :

- matériaux inertes :
  - fraction fine ;
  - fraction grossière ;
- matériaux non inertes :
  - fraction fine, pollution organique ;
  - fraction fine, pollution mixte ;
  - fraction fine, pollution inorganique.

En période venteuse dont l'intensité rend inefficace le dispositif de brumisation, ces opérations sont suspendues.

Pour les déchets de matériaux présentant des caractéristiques supérieures au tableau de l'article 2.5.2, le criblage et le concassage s'effectueront sous aspiration avec système de traitement des rejets atmosphériques.

À l'issue de l'opération de criblage, les refus de crible sont stockés à part et évacués, après validation par des analyses appropriées, vers des filières de valorisation. Si les analyses ne permettent pas une évacuation des refus de cribles vers une filière de valorisation, ceux-ci sont soit traités sur le site si la teneur en polluants le permet, soit évacués vers des filières dûment autorisées à les recevoir, conformément aux dispositions du titre 7 du présent arrêté.

### **Article 2.5.2 - Traitements des déchets de matériaux (terres polluées)**

Les traitements de terres polluées mis en œuvre sont de 2 types : biologiques et physico-chimiques.

Les traitements biologiques s'effectuent soit par « landfarming », biotertre, ou biotertre ventilées, en fonction de la teneur en polluants des terres. Préalablement à la mise en œuvre des traitements biologiques, les lots de terres à traiter peuvent faire l'objet d'ajout de nutriments (compost, engrais) et d'un chaulage.

Les lots de terres en traitement sont montés au fur et à mesure, selon la réception des lots de déchets entrants.

Pour les lots présentant des caractéristiques supérieures à celles figurant dans le tableau suivant, afin de limiter les émissions atmosphériques lors du traitement en biotitre ventilé, les émissions atmosphériques sont traitées par un filtre à charbon actif de 3 m³. Les poussières, gaz polluants ou odeurs seront, dans la mesure du possible, captés à la source. Ils sont ensuite canalisés sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel.

Paramètres	Concentrations sur brut exprimées en mg/kg de matière sèche
Hydrocarbures totaux (C10 à C40)	30 000
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) Somme des 16	2 500
Benzène, Toluène, Éthylbenzène, Xylène (BTEX)	5 000
COHV totaux	5 000

Afin de s'assurer de l'efficacité des traitements biologiques, l'exploitant met en place un suivi de la biodégradation au travers de paramètres à contrôler régulièrement qu'il aura lui-même défini.

Le traitement physico-chimique des terres polluées est réalisé par brassage à la chaux puis malaxage.

La validation de la fin du traitement d'un lot de terres s'effectue sur la base d'analyses réalisées par un laboratoire externe agréé. Une fois traités, les lots de terre sont transférés sur une zone de stockage dans l'attente de leur évacuation vers une filière adaptée selon les modalités définies à l'article 2.6.

L'exploitant met en œuvre tout dispositif permettant d'identifier clairement les lots de déchets de matériaux en attente d'évacuation.

#### Article 2.5.3 - Registres d'exploitation

L'exploitant met en place, pour les opérations de criblage, un registre contenant a minima les informations suivantes :

- référence du lot de déchets,
- date de criblage,
- quantités de déchets criblés et de refus de crible,
- date d'évacuation vers l'aire concernée.

L'exploitant met également en place, pour chaque lot de terres traité, un registre contenant a minima les informations suivantes :

- référence et quantité du lot,
- dates de constitution du lot et mise en traitement,
- dans le cas de lot constitué par opérations de mélange telles que définies à l'article 9.1.3, éléments justifiant d'une contamination de même nature,
- contrôles de suivi du traitement,
- date de fin de traitement,
- date de transfert vers les aires de stockage,
- identification de la filière de valorisation et date d'évacuation.

En outre, l'exploitant tient à jour un plan du site identifiant les différents lots de déchets de matériaux.

## Chapitre 2.6 - Stockage des déchets

#### **Article 2.6.1 - Capacité de stockage appropriée**

Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :

- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;
- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;
- en réduisant au maximum le temps de séjour des déchets.

#### **Article 2.6.2 - Déroulement du stockage en toute sécurité**

Les modalités de stockage mettent notamment en œuvre les techniques suivantes :

- les équipements servant au chargement, au déchargement et au stockage des déchets sont clairement décrits et marqués ;
- les conteneurs et fûts sont adaptés à l'usage prévu et stockés de manière sûre.

#### **Article 2.6.3 - Entreposage des déchets**

Les déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont stockés et traités sur des zones imperméabilisées.

Les aires de réception, de transit, regroupement et tri des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (élimination, recyclage par exemple).

### **Titre 3 - PROTECTION DE LA QUALITE DE L'AIR**

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals), sans correction de la teneur en oxygène, après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

#### **Chapitre 3.1 - Dispositions générales**

Les installations de traitement des rejets atmosphériques sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité. Dans ce cadre, l'utilisation d'émulseurs contenant des substances PFAS est interdite.

#### **Chapitre 3.2 - Conception des installations**

##### **Article 3.2.1 - Conduits et installations raccordées**

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N°1	Sortie du système de filtration par charbon actif	-	-	

### Article 3.2.2 - Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N°1	3	0,3	1800 Nm³/h	5 m/s

## Chapitre 3.3 - Inventaire

L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre d'un système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :

- Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris :
  - Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;
  - Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;
- Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :
  - Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
  - Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;
  - L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;
  - La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.

## Chapitre 3.4 - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

### Article 3.4.1 - Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Code CAS	Conduit n°1	
		Concentration	Flux
Poussières		5 mg/Nm³	9 g/h
NH3	7664-41-7	20 mg/Nm³	36 g/h
COVT		40 mg/Nm³	72 g/h
COHV auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68 (*)		20 mg/Nm³	36 g/h
Substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (*)		2 mg/Nm³	3,6 g/h

(\*) Pour les COV halogénés et ceux classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, l'exploitant détermine les composés à contrôler sur la base des informations et résultats d'analyses obtenus lors des phases d'acceptation et de réception des déchets, qui doivent permettre de connaître les substances présentes dans les lots de terres contaminées en cours de traitement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments permettant de justifier le choix des substances à contrôler.

#### **Article 3.4.2 - Émissions diffuses**

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions atmosphériques diffuses, en particulier de poussières, de composés organiques et d'odeurs, l'exploitant applique les mesures suivantes :

- la limitation de la hauteur de chute des matières ;
- la limitation de la vitesse de circulation à 10 km/h ;
- l'humidification des sources potentielles d'émissions diffuses de poussières au moyen d'eau ou d'une brumisation ;
- le nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets consistant notamment à nettoyer régulièrement et dans leur intégralité la zone de traitement des déchets (halls, zones de circulation, zones de stockage, etc.), les bandes transporteuses, les équipements et les conteneurs.

Afin de limiter les émissions diffuses, les déchets dont les caractéristiques dépassent les seuils détaillés dans le tableau de l'article 2.5.2 doivent respecter les prescriptions suivantes :

- apports bâchés durant le transit et le stockage avant le traitement. Le débâchage des lots concernés n'est autorisé que durant les périodes d'échantillonnage pour analyses, d'homogénéisation des matériaux et de manipulation des matériaux avant traitement ;
- criblage uniquement sous aspiration et traitement des rejets.

Les stockages de déchets de matériaux contaminés par des PCB à une concentration supérieure à 10 mg/kg sont systématiquement bâchés.

Des contrôles de l'efficacité du traitement par charbon actif seront effectués 2 fois par an, sous réserve de fonctionnement de l'unité de venting.

#### **Article 3.4.3 - Émissions de poussières**

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

L'exploitant adopte notamment les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules seront convenablement aménagées (forme de pente, revêtement, ...) et balayées régulièrement ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, un laveur de roue sera installé en sortie de site ;
- s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet.

Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières.

L'installation est notamment équipée d'un système de brumisation permettant de limiter efficacement les émissions de poussières en humidifiant les stocks lorsque les conditions météorologiques l'exigent. L'eau ainsi dispersée ne ruisselle pas sur la plate-forme et ne sert uniquement qu'à l'humidification des déchets.

L'intégralité des brumisateurs et/ou de canons à eau installés sur la plateforme sont pilotables à distance et peuvent donc être programmés ou déclenchés 24h/24 et 7J/7.



Lorsque le système de brumisation est alimenté à partir du bassin de récupération des eaux pluviales, une purge du système de brumisation est réalisée en cas d'inutilisation pendant 6 semaines couplée à des températures > 25°C, afin d'éviter tout développement de légionelles. Une désinfection sera effectuée avant réutilisation.

Les zones de traitement et de stockage des déchets sont nettoyées régulièrement et dans leur intégralité (zones de circulation, zones de stockage, chargeuses,...).

#### Article 3.4.4 - Odeurs

En plus des dispositions prévues à l'article 3.4.2, les conditions d'exploitation et les mesures suivantes permettent de limiter au maximum toute source d'odeur :

- contrôle périodique de l'ensemble des paramètres indicateurs de la biodégradation aérobie ;
- maintien des conditions optimales de la biodégradation (humidification, oxygénation) ;
- maîtrise du procédé de traitement biologique :
  - le procédé de biotraitement des matériaux ne traite que des terres composées majoritairement de matière minérale ;
  - traitement par dégradation biologique aérobie (rhizodégradation ou bioventing).
- gestion des matériaux :
  - procédure d'acceptation préalable prévue à l'article 2.3 et notamment les dispositions particulières prévues à l'article 2.3.1.3 interdisant l'apport de matériaux odorants ou susceptibles de conduire à l'émission d'odeurs ;
  - contrôle des caractéristiques organoleptiques (y compris l'odeur) durant l'exploitation ;
  - bâchage des matériaux à forts taux de COV selon les modalités de l'article 3.4.2 ;
- opérations de traitement : les odeurs sont captées à la source et canalisées selon les modalités de l'article 3.4.2.
- contrôle opérationnel (Maintien des conditions) : pour limiter au maximum toute source d'odeur, les conditions d'exploitation suivantes seront maintenues
  - contrôles périodiques de l'ensemble des paramètres indicateurs de la biodégradation aérobie pour s'assurer que les conditions aérobies sont bien respectées et qu'aucune odeur n'est émise ;
  - maintien des conditions optimales de la biodégradation, notamment par l'humidification et l'aération ;
  - contrôles de l'efficacité du filtre à charbon actif deux fois par an par une société agréée (Cf. article 3.4.2).
- surveillance et gestion des plaintes :
  - mise en place d'un dispositif de recueil et de suivi des observations des riverains ;
  - surveillance des odeurs selon les normes préconisées si nécessaire ;

### Chapitre 3.5 - Surveillance des rejets dans l'atmosphère

#### Article 3.5.1 - Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Lorsque celles-ci s'appliquent, les normes listées au point IV de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisés sont utilisées. A défaut, les normes EN ou, en l'absence de normes EN, les normes ISO ou les normes nationales sont réputées permettre de remplir ces critères.

L'exploitant assure une surveillance du point de rejet du conduit n°1 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Méthodes de mesure (à préciser si nécessaire)	Fréquence de transmission
Débit	Semestrielle		Semestrielle
O <sub>2</sub>	Semestrielle		Semestrielle
Poussières	Semestrielle	NF EN 13284-1	Semestrielle
COVT	Semestrielle	NF EN 12619	Semestrielle
NH <sub>3</sub>	Semestrielle	NF X 43-303	Semestrielle

		NF X 43-321	
H2S	Semestrielle	-	Semestrielle
COHV auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68	Semestrielle		Semestrielle
Substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction	Semestrielle		Semestrielle
Benzène, toluène, éthylbenzène, xylène (*)	Semestrielle		Semestrielle

(\*) en l'absence de concentration significative observée pour ce paramètre à l'issue de 4 campagnes de mesure, l'exploitant peut demander au Préfet l'arrêt de la surveillance en BTEX.

Le respect des valeurs limites prévues à l'article 3.4.1 est établi à partir de la valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune.

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, au moins une fois par an, les résultats de la surveillance des émissions.

#### Article 3.5.2 - Surveillance des émissions diffuses

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu.

L'exploitant transmet sous 3 mois au préfet un plan d'implantation des points de mesure précisant les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés.

La surveillance des retombées de poussières est réalisée 2 fois par an. Sa fréquence pourra être réduite à une fois par an à l'issue de la première année et après accord de l'inspection.

En cas d'impacts constatés de la plat-forme en dehors du site, une caractérisation des poussières pourra être réalisée à la demande de l'inspection des installations classées.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

## Titre 4 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

### Chapitre 4.1 - Prélèvements et consommations d'eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes, sous réserve du respect des dispositions spécifiques prévues en cas de sécheresse au chapitre 4.9 :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement maximal (période hivernale)	Prélèvement maximal (période estivale)	Prélèvement maximal
			Journalier (m3/j) (*)	Journalier (m3/j)	Annuel (m3/an)
Réseau d'eau	Pont-du-Château	Réseau communal	100	200	7600

### Chapitre 4.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet

#### Article 4.2.1 - Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux vannes, etc...

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	X : 716521.1 Y : 6520570.59	Eaux pluviales de ruissellement	Réseau eaux pluviales de la ZAC de Champ Lamet	Le Bec puis l'Artière FRGR266	Autorisation de rejet (sous condition de respect du règlement d'assainissement et du PLUi)
Pt N°2	-	Eaux vannes	Réseau d'assainissement de la ZAC de Champ Lamet	Station d'épuration des 3 rivières	Autorisation, convention

#### Article 4.2.2 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 3l/s/ha, soit 20,5 m³/h.

### **Article 4.2.3 - Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...). L'alimentation du système de brumisation par les eaux pluviales dispose plus particulièrement d'un système de disconnexion adapté, conformément à l'arrêté ministériel du 10 septembre 2021 relatif à la protection des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions par retours d'eau (articles 5 et 6) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

### **Chapitre 4.3 - Gestion des eaux pluviales**

L'eau de pluie tombant sur les zones de traitement et de stockage est recueillie dans l'infrastructure de drainage, avec les eaux de lavage, les déversements occasionnels, etc., est acheminée vers l'unité de traitement.

Les eaux pluviales générées par les espaces verts et les toitures s'infiltrent sur le terrain de la société pour toute pluie de période de retour 10 ans. Au delà, les eaux pluviales ruissellent sur un parcours à moindre dommage sans générer d'impact supplémentaire, lié à l'activité, sur les fonds inférieurs.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les eaux pluviales "autres" sont collectées et dirigées dans le bassin de rétention d'une capacité de 1 200 m<sup>3</sup>. Elles sont traitées et évacuées selon le synoptique situé en annexe 3.

Le rejet d'eaux pluviales dans le réseau de la ZAC de "Champ Lamet" respecte le règlement (de la ZAC) en matière de rejet et de raccordement aux réseaux lui appartenant.

Les eaux pluviales issues du bassin versant intercepté par le site, d'environ 6,1 ha, seront récupérées par une noue placée en limite de propriété afin que les eaux pluviales extérieures n'entrent pas sur le site et ne se contaminent pas avec les éventuels polluants présents sur site. Ces eaux rejoindront les réseaux de la ZAC.

### **Chapitre 4.4 - Isolement avec les milieux**

Des dispositifs permettant l'isolement des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

## Chapitre 4.5 - Inventaire

L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre d'un système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :

- Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris :
  - Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;
  - Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;
- Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins :
  - Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;
  - Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ;
  - Les données relatives à la biodégradabilité.

## Chapitre 4.6 - Limitation des rejets

### Article 4.6.1 - Dispositif de traitement

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les activités concernées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations de traitement est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

### Article 4.6.2 - Caractéristiques des rejets externes

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 08 juillet 2010 susvisé et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré). Toutes les valeurs limites d'émissions pour les émissions dans l'eau s'appliquent au point de sortie des effluents de l'installation.

#### Point de rejet référencé n°1

- Température maximale : 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Modification de couleur du milieu récepteur : < à 100 mg Pt/l
- Débit maximal journalier : 492 m³/j
- Débit maximum horaire : 20,5 m³/h

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1		
		Concentration maximale (mg/l) (*)	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
Matières en suspension	1305	53,4	26,7	13,15
DBO5	1313	50,4	25,2	12,41
DCO	1314	219	109,5	53,93
Azote global	1551	29	14,5	7,14
Ammonium	1335	1	0,5	0,25
Nitrites	1339	0,6	0,3	0,15
Phosphore total	1350	4	2	0,99
Indice phénol	1440	0,6	0,3	0,15
Cyanures libres	1084	0,2	0,1	0,05
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	0,3	0,15	0,07
Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	1371	0,1	0,05	0,03
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,2	0,1	0,05
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	1	0,5	0,25
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	1	0,5	0,25
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	2	1	0,49
Manganèse et composés (en Mn)	1394	2	1	0,49
Etain et ses composés (en Sn)	1380	4	2	0,99
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	7714	10	5	2,46
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogénés des composés organiques absorbables (AOX) (1)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	2	1	0,49
Hydrocarbures totaux	7009	20	10	4,93
Ion fluorure (en F-)	7073	30	15	7,39
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) [somme de Benzo (a) pyrène Benzo (b) fluoranthène Benzo (k) fluoranthène Benzo (g, h, i) perylène Indeno (1,2,3-cd) pyrène]	7088	0,05	0,025	0,012
Arsenic et ses composés (en As)	1369	0,1	0,05	0,025
Cadmium et ses composés (en Cd)	1388	0,06	0,03	0,012
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	0,01	0,005	0,002
Carbone Organique Total (COT)	1841	120	60	29,55

(\*) La concentration maximale est mesurée sur la base d'un prélèvement instantané (d'une durée minimale représentative).

Les périodes d'établissement des valeurs limites d'émissions correspondent aux valeurs moyennes établies sur la durée des rejets, à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit, ou, pour autant que l'effluent soit bien mélangé et homogène, à partir d'un échantillon ponctuel, prélevé avant le rejet. Il est possible d'utiliser des échantillons moyens proportionnels au temps, à condition qu'il puisse être démontré que le débit est suffisamment stable.

## Chapitre 4.7 - Surveillance des prélèvements et des rejets

### Article 4.7.1 - Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Article 4.7.2 - Contrôle des rejets

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1		
		Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Matières en suspension	1305	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
DBO5	1313	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
DCO	1314	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Azote global	1551	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Ammonium	1335	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Nitrites	1339	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Phosphore total	1350	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Indice phénol	1440	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Cyanures libres	1084	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	1371	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Manganèse et composés (en Mn)	1394	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Etain et ses composés (en Sn)	1380	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	7714	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (1)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	7009	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Ion fluorure (en F-)	7073	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) [somme de Benzo (a) pyrène Benzo (b) fluoranthène Benzo (k) fluoranthène Benzo (g, h, i) perylène Indeno (1,2,3-cd) pyrène]	7088	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1		
		Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Arsenic et ses composés (en As)	1369	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Cadmium et ses composés (en Cd)	1388	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
Carbone Organique Total (COT)	1841	Ponctuel	Mensuelle	Mensuelle
PFOA	5347	Ponctuel	Semestrielle	Semestrielle
PFOS	6561	Ponctuel	Semestrielle	Semestrielle

(\*) Dans le cas de teneurs basses, inférieures à 30 mg/L, la norme ISO 15705 est utilisable.

Les périodicités de mesure figurant dans ce tableau sont à adapter compte tenu du fonctionnement par bâchées. En tout état de cause, une analyse est effectuée avant chaque rejet au milieu naturel.

L'exploitant utilise des méthodes de surveillance et d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Lorsque celles-ci s'appliquent, les normes listées au point IV de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisés sont utilisées. A défaut, les normes EN ou, en l'absence de normes EN, les normes ISO ou les normes nationales sont réputées remplir ces critères.

Les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

#### Article 4.7.3 - Substances per- et poly-fluoroalkylées

##### 4.7.3.1 Définitions

Au sens du présent arrêté on entend par :

- PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF<sub>3</sub>-) ou méthylène (-CF<sub>2</sub>-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.
- Fluor Organique Adsorbable (AOF) : Le fluor organique adsorbable (AOF) désigne la somme des composés fluorés organiques présents dans les effluents aqueux. Il est mesuré après adsorption sur charbon actif et analysé par combustion et détection ionique. Cette mesure doit être réalisée selon la méthode définie dans le référentiel SANDRE (Système d'Information sur l'Eau) pour les eaux de surface et les effluents industriels (référence SANDRE 8986), c'est à dire selon le projet de norme ISO 18127, ou toute méthode ultérieure validée dans le référentiel SANDRE. La norme EPA 1621 (2024) ne doit pas être utilisée.
- TOP Assay (Total Oxidisable Precursor) : méthode permettant d'oxyder la plupart des PFAS non analysables en substances perfluorées accessibles à la quantification. En l'absence de méthode normée pour la mise en place de la procédure TOP assay, il est recommandé de suivre les meilleures pratiques existantes dans la littérature scientifique.

##### 4.7.3.2 Campagnes de recherche des substances PFAS dans les rejets aqueux du site

L'exploitant établit la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation sous un délai de 3 mois après la mise en service du site.

Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.



L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I de l'article 4, sous un délai de 9 mois après la mise en service du site.

#### 4.7.3.3 Pérennisation de la surveillance des PFAS et de l'AOF dans les rejets aqueux

En cas de présence de substances PFAS dans les rejets mise en évidence à l'article 4.7.3.2, l'exploitant met en place une surveillance pérenne des paramètres PFAS et AOF dans les rejets aqueux du site.

Les paramètres PFAS et l'indice AOF (ou EOF si plus indiqué selon les recommandations des laboratoires pour les effluents concernés) sont recherchés dans les conditions techniques (prélèvement, limites de quantification, accréditations) prévues par l'arrêté du 20 juin 2023 à une fréquence trimestrielle sur les points de rejet suivants : effluents sortant du site à l'exclusion des eaux de ruissellement interne.

La liste des paramètres PFAS recherchés comporte a minima :

- les 20 PFAS AEP (tableau 1 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023),
- ainsi que les 8 PFAS (tableau 2 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023)

Lors de chaque campagne, il est également procédé à une mesure des paramètres visés à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

La première campagne est réalisée sous 6 mois à compter de la date d'émission du rapport relatif à la 3<sup>e</sup> campagne prévue à l'article 4.7.3.2.

Les résultats de ces campagnes sont transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application GIDAF dans un délai d'un mois à l'issue de la réception du rapport de mesures.

Après 6 campagnes de suivi sur ces effluents, et selon les résultats d'analyses obtenus, l'exploitant peut proposer le cas échéant une adaptation des modalités de surveillance (point d'échantillonnage, paramètres et fréquence d'analyse). Cette proposition, accompagnée d'un dossier technique argumenté, est soumise à l'accord de l'inspection des installations classées.

L'exploitant procède de manière simultanée lors des deux premières campagnes de surveillance pérenne prévues aux alinéas précédents aux recherches complémentaires suivantes :

- à l'analyse des 5 PFAS « ultra-courts » mentionnés au tableau 3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 avant oxydation selon la méthode TOP Assay.
- à l'analyse des 20 PFAS dit « AEP » mentionnés au tableau 1 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 après oxydation selon la méthode TOP Assay ;
- à l'analyse des 5 PFAS « ultra-courts » mentionnés au tableau 3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 après oxydation selon la méthode TOP Assay. Les PFAS quantifiés lors d'une campagne complémentaire sont ajoutés à la liste des PFAS surveillés de manière pérenne.

Les résultats de ces campagnes sont transmis à l'inspection des installations classées par message électronique dans un délai de 1 mois à l'issue de la réception du rapport de mesures.

#### 4.7.3.4 Réduction / suppression des flux de PFAS

En cas de présence de substances PFAS dans les rejets mise en évidence à l'article 4.7.3.2, l'exploitant propose une solution de réduction des rejets en PFAS, techniquement viable et économiquement acceptable, s'inscrivant dans l'objectif fixé par la loi n° 2025-188 du 27 février 2025, qui est de tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de sa promulgation.

Cette solution est portée à connaissance de l'inspection des installations classées et mise en place dans un délai de 2 ans.

À l'issue de la mise en place sur le site de la solution retenue, l'exploitant définit un programme de surveillance adapté (mensuelle ou à une autre fréquence en apportant les justifications nécessaires)

afin de vérifier l'efficacité des actions mises en œuvre et le cas échéant poursuivre la recherche sur les causes de présence de PFAS ou mettre en place une surveillance des milieux. Le programme de surveillance est transmis à l'inspection des installations classées.

#### **Article 4.7.4 - Contrôles de recalage**

L'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.

### **Chapitre 4.8 - Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols**

#### **Article 4.8.1 - Surveillance des eaux souterraines**

Une mesure des concentrations des différents polluants listés à l'article 4.7.2 auxquels sont ajoutés les composés Organiques Halogénés Volatils (COHV), les Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylène (BTEX) ainsi que sur les paramètres globalisants (pH, potentiel redox, conductivité, température, oxygène dissous) est effectuée au moins deux fois par an, en périodes de hautes et de basses eaux, par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement dans les eaux souterraines à l'aide de trois piézomètres répartis sur le site.

L'exploitant réalise une étude avant le démarrage du site pour le positionnement de ces piézomètres dont l'un est situé en amont hydrologique et deux en aval hydrologique.

L'exploitant prend toute disposition nécessaire pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé. Le rapport de fin de chantier est à transmettre au service en charge de la police de l'eau de la DDT du Puy-de-Dôme, avec les résultats des essais de pompage, la coupe géologique finale des piézomètres. La date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages

et, le cas échéant, de la date de mise en service sont portées à la connaissance du service en charge de la police de l'eau de la DDT du Puy-de-Dôme.

Les piézomètres sont à équiper chacun d'une sonde piézométrique pour avoir un suivi piézométrique dans le secteur.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Le rapport présentant les résultats des campagnes de suivi des eaux souterraines est transmis à l'inspection et au service police de l'eau de la DDT du Puy-de-Dôme dans les 2 mois suivant leurs réalisations.

#### **Article 4.8.2 - Surveillance des sols**

Pour les substances ou mélanges dangereux pertinents identifiés dans le rapport de base établi au titre de l'article R. 515-59 du code de l'environnement, une surveillance des sols tous les 10 ans doit être effectuée. Cette surveillance pourra être fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution que l'exploitant devra définir et dûment argumenter.

#### **Article 4.8.3 - Surveillance de la présence de PFAS dans les eaux souterraines**

En cas de présence de substances PFAS dans les rejets mise en évidence à l'article 4.7.3.2, l'exploitant intègre aux deux prochaines campagnes de mesures la recherche de l'AOF, des 20 PFAS mentionnés dans le tableau 1 de l'annexe 1 et des 8 PFAS complémentaires dans le tableau 2 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sur l'ensemble des piézomètres du site.

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées par message électronique dans un délai d'un mois à l'issue de la réception des rapports de mesures.

Si aucune quantification d'AOF ou de PFAS n'est mise en évidence à l'issue de ces deux campagnes, la recherche des PFAS et de l'AOF est réalisée ensuite de manière annuelle sur les trois piézomètres. Si aucune quantification d'AOF ou de PFAS n'est mise en évidence après 4 campagnes annuelles, l'exploitant pourra solliciter auprès de l'inspection des installations classées la révision de la nature et/ou de la fréquence de surveillance, voire son arrêt.

Si des PFAS et/ou l'AOF sont quantifiés lors des 2 premières campagnes, la surveillance est poursuivie de manière trimestrielle et étendue aux autres PFAS détectés dans les rejets aqueux lors des campagnes de surveillance des rejets aqueux pour une durée quadriennale. À l'issue de cette surveillance, un bilan est établi et transmis à l'inspection des installations classées permettant le cas échéant de proposer à l'inspection des installations classées d'en ajuster la fréquence et/ou la nature.

### **Chapitre 4.9 - Dispositions spécifiques sécheresse**

#### **Article 4.9.1 - Adaptation des prélèvements en cas de sécheresse**

Selon le niveau de vigilance activé en application de l'arrêté départemental-cadre sécheresse, l'exploitant réduit ses prélèvements journaliers conformément aux limites suivantes :

Origine de la ressource ou du rejet	Masse d'eau concernée	Réduction de la consommation d'eau			
		Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Réseau public	Nappe Allier	-	25 %	50 %	100 %

Des adaptations sont possibles si l'exploitant démontre que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...) via la réalisation d'un Plan de Sobriété Hydrique tel que défini à l'article 4.9.2.

#### Article 4.9.2 - Plan de Sobriété Hydrique (PSH)

##### 4.9.2.1 Objectifs

Le plan de Sobriété Hydrique (PSH) doit préciser à la fois :

- les actions qui sont mises en œuvre pour réduire la consommation d'eau dans le fonctionnement courant de l'établissement, en dehors des périodes de sécheresse ;
- les actions mises en œuvre en cas de sécheresse justifiant un arrêté préfectoral de restriction d'usage, en application des articles R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau.

##### 4.9.2.2 Contenu

Ce PSH doit comporter :

- a) un diagnostic précis de toutes les consommations d'eau des processus industriels et des autres usages (activités de laboratoire, usages domestiques, arrosages, lavage, etc.) et de l'ensemble des rejets associés,
- b) un positionnement par rapport aux meilleures techniques disponibles (MTD) et à l'état de l'art de la filière,
- c) les actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets qui ont été ou seront mises en place, d'une part de manière graduée en cas de mesures de restrictions imposées par le préfet, et d'autre part dans le fonctionnement courant de l'établissement. Ces actions de réduction sont pérennes ou temporaires en cas de conditions climatiques critiques.
- d) les éléments de calcul du volume de référence au sens de l'arrêté du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement

##### 4.9.2.3 Diagnostic

Il doit déterminer :

- les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages, nom du milieu prélevé, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ;
- les consommations d'eau des processus industriels et des autres usages (domestiques, arrosages, lavage) ;
- le bilan et les évolutions des consommations et/ou des rejets d'eau des années passées ;
- les éventuelles dispositions de réduction des prélèvements et/ou des rejets mises en œuvre ;
- pour les sites concernés par un PTGE ou un PGRE, la disponibilité de la ressource (caractéristiques de la rivière ou canal de dérivation : état de la masse d'eau, débits caractéristiques... ; caractéristique de la nappe : état de la masse d'eau, porosité, perméabilité, niveaux piézométriques caractéristiques, temps de renouvellement...) et la compatibilité avec les volumes prélevables identifiés dans le cadre du PTGE ou PGRE ;
- les quantités d'eau indispensables aux processus industriels ;
- les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;
- les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues ou reportées en cas de déficits hydriques ;
- les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise.

#### 4.9.2.4 Comparaison avec les MTD

Elle se calcule en termes de consommation d'eau, sur la base de valeurs de référence, afin de présenter les postes sur lesquels les besoins en eau ont été réduits au minimum; et les postes sur lesquels des efforts sont nécessaires (et les volumes d'eau correspondants).

#### 4.9.2.5 Les actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets

En cas de situation hydrologique déficitaire et dans le fonctionnement courant, elles comportent a minima :

- le renforcement de la surveillance des réseaux de prélèvements et de rejets : suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, prévention des pollutions accidentelles, surveillance des installations de traitement des rejets ;
- les dispositions temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique (notamment par renforcement du recyclage de l'eau s'il existe, par modification de certains modes opératoires, par report de certaines activités, etc.) ;
- les limitations voire les suppressions des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, en fonction de l'aggravation du phénomène climatique notamment des baisses de débit des cours d'eau récepteurs (notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents, etc.) ;
- les rejets minimums qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimum du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités ;
- les évolutions prévisibles de process avec leurs incidences sur la consommation d'eau (quantité et qualité)
- les actions qui seront réalisées, avec un échéancier, pour réduire les besoins en eau au minimum là où c'est encore nécessaire (sur la base des meilleurs techniques disponibles)

## **Titre 5 - Mesures d'évitement, de réduction et de compensation**

### **Chapitre 5.1 - Mesures d'évitement, réduction et compensation**

#### **Article 5.1.1 - Mesures d'évitement**

- Balisage du chantier et mise en défense des éléments d'intérêt écologique : conserver l'état de conservation des habitats naturels voisins au site (haie nord) et d'une espèce floristique patrimoniale (Hanthosélin d'Alsace), par une clôture provisoire ;
- Confinement des eaux d'extinction incendie et de tout déversement accidentel ;
- Captation des poussières par brumisation (canons à eau ou brumisateurs) ;
- Interdiction d'utiliser un avertisseur sonore en dehors des situations à risque ;
- Déplacement de la station de Silène de nuit.

#### **Article 5.1.2 - Mesures de réduction**

- Encouragement du personnel au covoiturage et à l'utilisation de modes de déplacement doux actifs ;
- Optimisation des approvisionnements et des expéditions ;
- Adaptation judicieuse de l'éclairage ;
- Respect des prescriptions géotechniques ;
- Stockage de graisse multiservice et de GNR sur rétention ;
- Ravitaillement des engins sur aire étanche ;
- Infiltration des eaux pluviales générées par les espaces verts et les toitures à la parcelle ;
- Création d'un bassin pouvant retenir une pluie de retour 10 ans ;
- Traitement des eaux de ruissellement (rétention, UTE, ...) ;
- Réduire les consommations d'eau liées aux activités du site en fonction des conditions météorologiques ;

- Criblage et concassage des matériaux sous aspiration pour les déchets de matériaux présentant des caractéristiques supérieures au tableau de l'article 2.5.2 ;
- Imperméabilisation des voies de circulation et des aires de stockage ;
- Balayage régulier des voiries et nettoyage des engins ;
- Bâchage des camions lors du transport des matériaux ;
- Traitement par filtre à charbon actif ;
- Mise en place de bornes de recharge pour véhicules électriques ;
- Interdiction de stationnement moteur allumé ;
- Intégration paysagère des installations ;
- Utilisation rationnelle de l'énergie ;
- Utilisation d'avertisseurs sonores de recul peu bruyants ou lumineux ;
- Gestion exemplaire des déchets et sensibilisation du personnel ;
- Adaptation des clôtures du site à la faune : limiter l'accès au site pour la petite faune (Hérisson notamment) pour réduire le risque d'écrasement sur les voiries ; contenir les espèces au sein de la haie en développant l'axe de déplacement nord-sud (en bordure extérieure du périmètre grillagé) et en isolant le site du projet des milieux agricoles environnants. Mailles inférieures à 20 cm. Bas de la clôture enterré ;
- Adaptation des bassins de rétention à la faune : échappatoires rugueuses pour limiter le risque de noyade de la petite faune associée aux bassins de rétention.
- Création d'habitats favorables à la biodiversité ; intégration écologique du site par la création de refuges et d'habitats végétalisés (800 m<sup>2</sup> de bosquet, 275 m<sup>2</sup> de haie arbustive, 4 000 m<sup>2</sup> de prairie extensive, 1 hibernaculum, 6 nichoirs à passereaux). Végétaux issus de la marque « végétal local » ou équivalent.
- Adaptation du planning travaux aux enjeux écologiques : limiter les impacts directs et indirects des travaux sur la faune. Défrichement et défavorabilisation en septembre-octobre. Terrassements (après défavorabilisation) entre septembre et mi-février.
- Comblement des flaques en cas de forte pluie.
- Gestion des espèces végétales exotiques envahissantes : lutter contre la prolifération des espèces végétales exotiques envahissantes sur la zone chantier. Veille (notamment pour l'Ambroisie concernée par l'arrêté préfectoral n°19-01047), nettoyage des engins avant entrée sur site, contrôle de la conformité des terres végétales importées, végétalisation rapide des terres à nu par une flore locale, suivi sur 10 ans.
- Évitement des pièges mortels pour la petite faune : Prévenir la destruction d'espèces patrimoniales de petite faune. Obstruction des poteaux creux et autres tuyaux, gaines, etc. ; bâchage des stocks de parpaings/briques.
- Mise en place d'une barrière anti-retour : limiter la présence de petite faune durant les travaux sur le site (Hérisson, reptiles). Filet à maille fine penché vers l'extérieur, enterré à la base.
- Limitation des pollutions : réduire l'impact des travaux sur le milieu naturel. Stockage étanche des produits chimiques, contrôle régulier des engins, kit anti-pollution, tri des déchets, arrosage des pistes en période sèche pour limiter les poussières.
- Limitation des éclairages en faveur de la biodiversité : limiter l'impact de la pollution lumineuse.
- Lampadaires orientés vers le sol, limitation de la durée d'éclairage par détecteurs de mouvement, réduction de l'éclairage en bordure de haie et sur les corridors ;
- Gestion écologique différenciée des espaces verts : valorisation écologique du site par une gestion adaptée des habitats naturels sur le site. Désherbage chimique interdit ; tonte limitée aux zones fréquentées ; fauche tardive après le 1er juillet, maintien de zones refuge non fauchées (rotation tous les 2 ans) ; taille douce et raisonnée des arbres et arbustes ; valorisation de tout ou partie des déchets verts (compost, haie sèche, tas de branches...) ; arrosage raisonné (récupération des eaux pluviales, arrosage le soir ou la nuit pour réduire les pertes par évaporation, arrêt en cas de fortes pluies). Interventions adaptées aux périodes de sensibilité de la faune.

#### Article 5.1.3 - Mesures d'accompagnement

- Adaptation de la palette végétale : valorisation écologique du site par la sélection d'un cortège floristique adapté au site ;
- Déplacement de la station de Silène de nuit : plante non protégée mais quasi-menacée en France, d'enjeu modéré. Transplantation avant décapage sur un site à définir par un écologue. Et/ou récolte de graines et semis au printemps.

#### **Article 5.1.4 - Mesures de suivi**

- Suivi écologique de chantier : valorisation écologique du site par la sélection d'un cortège floristique adapté au site ;
- Mise en place d'au moins 3 piézomètres pour le suivi de la qualité des eaux souterraines ;
- Suivi de la qualité des rejets d'eaux pluviales et des ouvrages hydrauliques ;
- Contrôle de l'efficacité du traitement ;
- Contrôle périodique de l'ensemble des paramètres indicateurs de la biodégradation aérobie ;
- Suivi des consommations énergétiques ;
- Vérification périodique des véhicules et engins ;
- Surveillance des émissions sonores ;
- Suivi de recolonisation de la biodiversité et des mesures en phase d'exploitation : vérifier l'efficacité des mesures mises en place et le maintien sur le site des espèces impactées par le projet. Deux passages par an a minima, sur 5 années réparties sur 10 ans (années N+1, 2, 3, 5, 10) ;
- Suivi des déchets produits.

### **Chapitre 5.2 - Suivi des mesures**

Chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires et de leur suivi. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures compensatoires.

## **Titre 6 - Protection du cadre de vie**

### **Chapitre 6.1 - Mesures de gestion du bruit et des vibrations**

L'exploitant met en place les mesures suivantes afin de limiter l'impact sonore de ses installations :

- choix d'équipements et de matériels de dernière génération à faible niveau sonore (engins de chantier et matériels) ;
- le crible et le concasseur mobile sont équipés de dispositifs permettant d'absorber les chocs et les vibrations afin d'isoler l'équipement du sol ;
- éloignement des limites de propriété des équipements susceptibles d'être sources de bruit (installations de criblage et de concassage) ;
- entretien des équipements : une maintenance régulière des équipements est assurée pour limiter les bruits parasites tels que les vibrations et les frottements.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le site sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.

Le nombre de trajets des véhicules est limité le plus possible en optimisant les chargements. Les trajets ne se font que pendant les heures d'ouverture du site, de 7h30 à 12h et 13h à 16h30, hors week-end.

L'utilisation des klaxons n'est autorisée qu'en cas de dangers immédiats. Les alarmes de recul sont autant que possible abandonnées au profit de dispositifs moins bruyants ou lumineux.

L'interdiction de stationnement moteur allumé est affichée et appliquée en cas d'arrêt prolongé.

Si nécessaire, afin de respecter les dispositions de l'article 6.2, l'exploitant :

- installe des équipements de protection contre les émissions sonores et les vibrations telles que des réducteurs de bruit, de l'isolation acoustique et anti-vibration des équipements, le confinement des équipements bruyants... ;
- met en place des obstacles entre les émetteurs et les récepteurs (par exemple, murs antibruit, remblais et bâtiments) permet de limiter la propagation du bruit.

## Chapitre 6.2 - Limitation des niveaux de bruit

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe 4.

### Article 6.2.1 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure 1 Point de mesure 2 Point de mesure 3	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

### Article 6.2.2 - Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 3 mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

En cas de plainte, une mesure est également réalisée par l'exploitant à la demande de l'inspection des installations classées.

### Article 6.2.3 - Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### Article 6.2.4 - Bruits à tonalité marquée

Une recherche des tonalités marquées est réalisée dans les 6 mois après la mise en exploitation du site.

### Article 6.2.5 - Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## Titre 7 - Prévention et gestion des déchets

### Chapitre 7.1 - Prévention et gestion des déchets

#### Article 7.1.1 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
-----------------	------------------	--------------------



Déchets non dangereux	15 02 03	EPI
	16 01 03 / 16 01 17 / 16 01 18 / 19 12 04	Déchets provenant de l'entretien des engins
	17 02 01	Bois
	19 12 05	Charbon actif
	20 01 01 / 20 02 01 / 20 03 04	Déchets ménagers, déchets verts, déchets curage du bassin
Déchets dangereux	13 05 02* / 13 05 06* / 19 02 07 *	Boues et hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
	15 01 10* / 15 02 02* / 16 01 07* / 16 06 01* / 16 06 02*	Déchets provenant de l'entretien des engins, EPI, batteries
	19 01 10*	Charbon actif usé

#### Article 7.1.2 - Limitation du stockage sur site

La quantité de déchets, produits par l'activité du site, entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	Bois : 30 m3 Papiers / cartons : 1 bac de 500 L DIB : 30 m3 Ferrailles : 15 m3
Déchets dangereux	Aérosols : 1 bac de 500L Emballages souillés : 1 bac de 500 L

En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

## Titre 8 - Prévention des risques technologiques

### Chapitre 8.1 - Conception des installations

#### Article 8.1.1 - Organisation des stockages

Stockage	Dispositions spécifiques		
	Nature des produits stockés	Quantité	Rétention
Cuve aérienne	GNR	5 m <sup>3</sup>	Cuve avec détecteur de fuite, capteur de niveau, alarme, report d'alarme, sur rétention
GRV	AD Blue	1 m <sup>3</sup>	-
Big-bags	Chaux vive (pulvérulente)	60 m <sup>3</sup> (max 100 big-bags) sur une aire dédiée de 150 m <sup>2</sup>	Big-bags fermés
Container	Graisses, huiles (lubrifiants)	100 kg	Container verrouillé, placé sur rétention avec mise à disposition de kits absorbants.

Matière organique/Agents structurants	Fumiers, engrais* et supports de culture	190 m <sup>3</sup>	Revêtement du site (enrobés ou béton)
---------------------------------------	--	--------------------	---------------------------------------

(\*) L'activité de stockage d'engrais restera sous les seuils de classement ICPE.

#### Article 8.1.2 - Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Une voie de pompage est disponible à proximité du bassin de rétention.

L'accueil des secours sera assuré en tout temps.

#### Article 8.1.3 - Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction est de 257 m<sup>3</sup>. Ce volume doit être disponible en tout temps.

Le stockage des eaux incendie se fait dans le bassin de rétention à ciel ouvert d'environ 1 200 m<sup>3</sup> ou dans le bassin tampon de 600 m<sup>3</sup>. Ces bassins ont également la fonction de collecte des eaux pluviales de voirie.

Dans ces conditions, le rejet au milieu naturel doit être facilement obturable et l'organe de manœuvre facilement identifiable, même en conditions nocturnes.

I. — Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaire.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II.-La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

#### III. Dispositions spécifiques aux réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

IV. Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

V. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers et ferroviaires sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

VI. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par un bassin de rétention externe.

Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

## **Chapitre 8.2 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

### **Article 8.2.1 - Moyens de lutte contre l'incendie**

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et précisés comme ci-après :

- d'un poteau incendie alimenté par le réseau de la ville fournissant un débit d'au moins 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures et situés à moins de 200 m du risque à protéger ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;

### **Article 8.2.2 - Maîtrise des sinistres**

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

## **Titre 9 - Conditions particulières et dispositions diverses**

### **Chapitre 9.1 - Conditions particulières applicables à certaines installations relevant des rubriques 2515 et 2716 (Enregistrement)**

L'établissement respecte les dispositions des arrêtés ministériels suivants :

- Arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement «, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;
- Arrêté ministériel du 06 juin 18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (pour ce qui concerne l'activité dédiée aux déchets non dangereux) ;

### **Chapitre 9.2 - Efficacité énergétique**

L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique :

- permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ;
- déterminant des indicateurs de performance annuelle ;
- prévoyant des objectifs d'amélioration périodique.

L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé.

## **Titre 10 - Dispositions finales**

### **Chapitre 10.1 - Caducité**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### **Chapitre 10.2 - Obligation de notification des recours**

En application de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur (Monsieur le Préfet du Puy-de-Dôme) et au bénéficiaire de la décision (SAS TERNVIE, dont le siège social est situé à 2 chemin du Génie 69200 VENISSIEUX), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

### **Chapitre 10.3 - Publicité**

Conformément aux dispositions des articles R.181-44 et R. 181-50 du code de l'environnement :

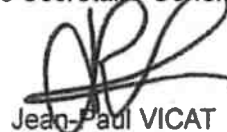
- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Puy-de-Dôme ;  
Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.
- L'arrêté est adressé :
  - aux conseils municipaux de Pont-du-Château , Aulnat, Lempdes, Mur-sur-Allier, Malintrat, Cournon d'Auvergne et Vertaizon ;
  - à Clermont Auvergne Métropole, Riom Limagne et Volcans et Billom Communauté .
- L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département pendant une durée minimale de quatre mois.

#### Chapitre 10.4 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, le Directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Pont-du-Château et à la société TERENCE.

Clermont-Ferrand, le **27 MARS 2026**

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Jean-Paul VICAT

#### Voies et délais de recours

*En application des articles R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.*

*Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.*

*Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.*

*Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.*

*Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquant, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.*

*Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>*

## Annexe 1 : Plan de situation



## Annexe 2 : Liste des codes déchet autorisés à être traités sur le site

Rubriques	Intitulés
<b>01 - DÉCHETS PROVENANT DE L'EXPLORATION ET DE L'EXPLOITATION DES MINES ET DES CARRIÈRES AINSI QUE DU TRAITEMENT PHYSIQUE ET CHIMIQUE DES MINÉRAUX</b>	
<b>01 04 - Déchets provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non métallifères</b>	
<b>01 04 08</b>	Déchets de graviers et débris de pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07
<b>01 04 09</b>	Déchets de sable et d'argile
<b>01 05 - Boues de forage et autres déchets de forage</b>	
<b>01 05 05*</b>	Boues et autres déchets de forage contenant des hydrocarbures
<b>03 - DÉCHETS PROVENANT DE LA TRANSFORMATION DU BOIS ET DE LA PRODUCTION DE PANNEAUX ET DE MEUBLES, DE PÂTES À PAPIER ET DE CARTON</b>	
<b>03 03 - Déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier</b>	
<b>03 03 05</b>	Boues de désencrage provenant du recyclage du papier
<b>03 03 10</b>	Refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique
<b>03 03 11</b>	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 03 03 10
<b>04 - DÉCHETS PROVENANT DES INDUSTRIES DU CUIR, DE LA FOURRURE ET DU TEXTILE</b>	
<b>04 02 - Déchets de l'industrie textile</b>	
<b>04 02 20</b>	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 04 02 19
<b>05 - DÉCHETS PROVENANT DU RAFFINAGE DU PÉTROLE, DE LA PURIFICATION DU GAZ NATUREL ET DU TRAITEMENT PYROLYTIQUE DU CHARBON</b>	
<b>05 01 - Déchets provenant du raffinage du pétrole</b>	
<b>05 01 10</b>	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 05 01 09
<b>05 06 - Déchets provenant du traitement pyrolytique du charbon</b>	
<b>05 06 03*</b>	Autres goudrons
<b>06 - DÉCHETS DES PROCÉDÉS DE LA CHIMIE MINÉRALE</b>	
<b>06 05 - Boues provenant du traitement in situ des effluents</b>	
<b>06 05 03</b>	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 06 05 02
<b>07 - DÉCHETS DES PROCÉDÉS DE LA CHIMIE ORGANIQUE</b>	
<b>07 01 - Déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base</b>	



Rubriques	Intitulés
07 01 12	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 01 11
07 02 - Déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques	
07 02 12	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 02 11
07 03 - Déchets provenant de la FFDU de teintures et pigments organiques (sauf section 06 11)	
07 03 12	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 03 11
07 04 - Déchets provenant de la FFDU de produits phytosanitaires organiques (sauf rubriques 02 01 08 et 02 01 09), d'agents de protection du bois (sauf section 03 02) et d'autres biocides	
07 04 12	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 04 11
07 05 - Déchets provenant de la FFDU des produits pharmaceutiques	
07 05 12	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 05 11
07 06 - Déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques	
07 06 12	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 06 11
07 07 - Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs	
07 07 12	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 07 11
10 - DÉCHETS PROVENANT DE PROCÉDÉS THERMIQUES	
10 01 - Déchets provenant de centrales électriques et autres installations de combustion (sauf chapitre 19)	
10 01 01	Mâchefers, scories et cendres sous chaudière (sauf cendres sous chaudière visées à la rubrique 10 01 04)
10 01 17	Cendres volantes provenant de la co-incinération autres que celles visées à la rubrique 10 01 16
10 01 21	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 10 01 20
10 02 - Déchets provenant de l'industrie du fer et de l'acier	
10 02 02	Laitiers non traités
10 02 12	Déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 02 11
10 09 - Déchets de fonderie de métaux ferreux	
10 09 03	Laitiers de four de fonderie ferreux
10 09 06	Noyaux et moules de fonderie ferreux n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 05

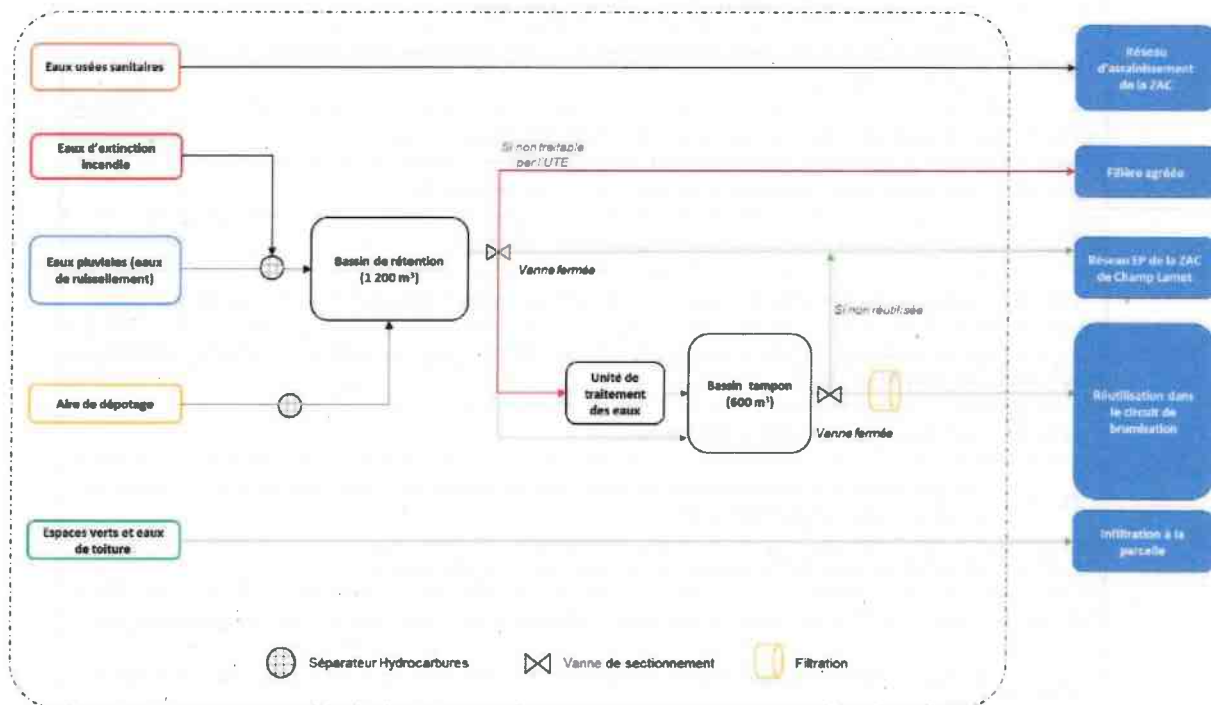
Rubriques	Intitulés
10 09 08	Noyaux et moules de fonderie ferreux ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 07
10 09 12	Autres fines non visées à la rubrique 10 0 11
10 10 - Déchets de fonderie de métaux non ferreux	
10 10 03	Laitiers de four de fonderie non-ferreux
10 10 06	Noyaux et moules de fonderie non-ferreux n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 05
10 10 08	Noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 07
10 10 12	Autres fines non visées à la rubrique 10 09 11
10 11 - Déchets provenant de la fabrication du verre et des produits verriers	
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre
10 11 05	Fines et poussières
10 11 10	Déchets de préparation avant cuisson autres que ceux visés à la rubrique 10 11 09
10 11 12	Déchets de verre autres que ceux visés à la rubrique 10 11 11
10 11 14	Boues de polissage et de meulage du verre autres que celles visées à la rubrique 10 11 13
10 11 16	Déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 11 15
10 11 18	Boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 11 17
10 11 20	Déchets solides provenant du traitement in situ des effluents autres que ceux visés à la rubrique 10 11 19
10 11 99	Déchets non spécifiés ailleurs
10 12 - Déchets provenant de la fabrication des produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction	
10 12 08	Déchets de produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction (après cuisson)
10 12 13	Boues provenant du traitement in situ des effluents
10 13 - Déchets provenant de la fabrication de ciment, chaux et plâtre et d'articles et produits dérivés	
10 13 01	Déchets de préparation avant cuisson
10 13 06	Fines et poussières (sauf rubriques 10 13 12 et 10 13 13)
10 13 07	Boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées

Rubriques	Intitulés
10 13 11	Déchets provenant de la fabrication de matériaux composites à base de ciment autres que ceux visés aux rubriques 10 13 09 et 10 13 10
10 13 13	Déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 13 12
10 13 14	Déchets et boues de béton
10 13 99	Déchets non spécifiés ailleurs
<b>11 - DÉCHETS PROVENANT DU TRAITEMENT CHIMIQUE DE SURFACE ET DU REVÊTEMENT DES MÉTAUX ET AUTRES MATÉRIAUX, ET DE L'HYDROMÉTALLURGIE DES MÉTAUX NON FERREUX</b>	
11 01 - Déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodisation)	
11 01 10	Boues et gâteaux de filtration autres que ceux visés à la rubrique 11 01 09
<b>12 - DÉCHETS PROVENANT DE LA MISE EN FORME ET DU TRAITEMENT PHYSIQUE ET MÉCANIQUE DE SURFACE DES MÉTAUX ET MATIÈRES PLASTIQUES</b>	
12 01 - Déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques	
12 01 01	Limaille et chute de métaux ferreux
12 01 17	Sables de grenailage
<b>13 - HUILES ET COMBUSTIBLES LIQUIDES USAGÉS (sauf huiles alimentaires et huiles figurant aux chapitres 05, 12 et 19)</b>	
13 05 - Contenu de séparateurs eau/hydrocarbures	
13 05 01*	Déchets solides provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbure
13 05 02*	Boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
13 05 03*	Boues provenant des déshuileurs
13 05 08*	Mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures
<b>16 - DÉCHETS NON DÉCRITS AILLEURS DANS LA LISTE</b>	
16 03 - Loupés de fabrication et produits non utilisés	
16 03 04	Déchets d'origine minérale autres que ceux visés à la rubrique 16 03 03
16 11 - Déchets de revêtements de fours et réfractaires	
16 11 04	Autres revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés métallurgiques non visés à la rubrique 16 11 03
16 11 06	Revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés non métallurgiques autres que ceux visés à la rubrique 16 11 05

Rubriques	Intitulés
<b>17 - DÉCHETS DE CONSTRUCTION ET DE DÉMOLITION (Y COMPRIS DÉBLAIS PROVENANT DE SITES CONTAMINÉS)</b>	
<b>17 01 - Béton, briques, tuiles et céramiques</b>	
17 01 01	Béton
17 01 02	Briques
17 01 03	Tuiles et céramiques
17 01 06*	Mélanges ou fractions séparées de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses
17 01 07	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06
<b>17 03 - Mélanges bitumineux, goudron et produits goudronnés</b>	
17 03 01*	Mélanges bitumineux contenant du goudron
17 03 02	Mélanges bitumineux
<b>17 05 - Terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), cailloux et boues de dragage</b>	
17 05 03*	Terres et cailloux contenant des substances dangereuses
17 05 04	Terres et cailloux (y compris déblais provenant de sites contaminés) autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03
17 05 05*	Boues de dragage contenant des substances dangereuses
17 05 06	Boues de dragage autres que celles visées à la rubrique 17 05 05
17 05 07*	Ballast de voie contenant des substances dangereuses
17 05 08	Ballast de voie autre que celui visé à la rubrique 17 05 07
<b>17 06 - Matériaux d'isolation et matériaux de construction contenant de l'amiante</b>	
17 06 04	Matériaux d'isolation autres que ceux visés aux rubriques 17 06 01 et 17 06 03
<b>17 09 - Autres déchets de construction et de démolition</b>	
17 09 04	Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03
<b>19 - DÉCHETS PROVENANT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DÉCHETS, DES STATIONS D'ÉPURATION DES EAUX USÉES HORS SITE ET DE LA PRÉPARATION D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE ET D'EAU À USAGE INDUSTRIEL</b>	
<b>19 01 - Déchets de l'incinération ou de la pyrolyse de déchets</b>	
19 01 12	Mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11
19 01 14	Cendres volantes autres que celles visées à la rubrique 19 01 13

Rubriques	Intitulés
<b>19 08 - Déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs</b>	
19 08 05	Boues provenant du traitement des eaux usées urbaines
19 08 12	Boues provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 11
<b>19 10 - Déchets provenant du broyage de déchets contenant des métaux</b>	
19 10 06	Autres fractions autres que celles visées à la rubrique 19 10 05
<b>19 11 - Déchets provenant de la régénération de l'huile</b>	
19 11 06	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 19 11 05
<b>19 12 - Déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple, tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs</b>	
19 12 09	Minéraux (par exemple, sable, cailloux)
19 12 12	Autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11
<b>19 13 - Déchets provenant de la décontamination des sols et des eaux souterraines</b>	
19 13 01*	Déchets solides provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses
19 13 02	Déchets solides provenant de la décontamination des sols autres que ceux visés à la rubrique 19 13 01
19 13 03*	Boues provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses
19 13 04	Boues provenant de la décontamination des sols autres que celles visées à la rubrique 19 13 03
19 13 05*	Boues provenant de la décontamination des eaux souterraines contenant des substances dangereuses
19 13 06	Boues provenant de la décontamination des eaux souterraines autres que celles visées à la rubrique 19 13 05
<b>20 - DÉCHETS MUNICIPAUX (DÉCHETS MÉNAGERS ET DÉCHETS ASSIMILÉS PROVENANT DES COMMERCES, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS) Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTÉES SÉPARÉMENT</b>	
<b>20 02 - Déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière)</b>	
20 02 01	Déchets biodégradables
20 02 02	Terres et pierres
<b>20 03 - Autres déchets municipaux</b>	
20 03 03	Déchets de nettoyage des rues
20 03 06	Déchets provenant du nettoyage des égouts

## Annexe 3 : Synoptique de gestion des eaux du site



## Annexe 4 : Plan des zones à émergence réglementée

